



Diplomatie féministe :

Une action plus forte est nécessaire pour donner des ressources aux mouvements féministes

Note de politique Mama Cash

Le nombre croissant de pays adoptant une diplomatie féministe révèle la reconnaissance accrue de l'importance de l'égalité des genres et des droits des femmes. Pourtant, les faits montrent que les mouvements féministes et les organisations de défense des droits des femmes restent dramatiquement sous-financés.

À l'heure où les mouvements féministes réalisent d'importants progrès, mais sont également confrontés à des menaces croissantes à travers le monde, Mama Cash appelle les gouvernements à s'assurer que la mise en œuvre des diplomaties féministes va au-delà des gestes politiques et de la rhétorique féministe pour apporter un soutien significatif à ceux qui sont en première ligne pour faire avancer l'égalité des genres et les droits humains: à savoir, les mouvements féministes autonomes.

Instantané : le paysage de la diplomatie féministe

En 2014, la ministre suédoise des Affaires étrangères, Margot Wallström, a annoncé que la Suède deviendrait le premier État à mettre en œuvre une approche féministe en termes de diplomatie. Depuis lors, 12 pays ont suivi l'exemple¹, certains mettant en œuvre des changements dans tous les départements et aspects de la diplomatie et d'autres appliquant cette approche uniquement à l'aide au développement international. Bien que les approches varient, les partisans de cette diplomatie

partagent l'engagement de dépasser les approches traditionnelles dites « add women & stir » et d'intégration de la dimension du genre, pour adopter une approche plus holistique et intersectionnelle qui reconnaît la relation entre le genre et d'autres formes d'oppression telles que la classe, la race, les capacités et la sexualité.

Un certain nombre d'actrices féministes de la société civile² ont entrepris des efforts pour apporter une clarté conceptuelle sur ce qu'implique une approche féministe de la diplomatie, en se concentrant sur la nécessité d'un changement transformateur par le réexamen du pouvoir, des priorités et des structures au sein du système mondial, en remettant en cause les inégalités existantes et en considérant, par exemple, les perspectives antiracistes et décolonisatrices. Les critiques formulées jusqu'à présent soulignent l'incohérence des politiques dans les domaines de la coopération au développement, du commerce, de la sécurité et de la diplomatie, et le fait de qualifier de féministe une « approche habituelle de diplomatie » minera les ambitions globales de la diplomatie féministe. [Le Réseau Mondial de Partenaires sur la Diplomatie Féministe](#), une initiative multipartite comprenant des gouvernements et la société civile, reconnaît cette tension et s'efforce de faire progresser une politique et une pratique féministes solides dans tous les aspects de la diplomatie.

¹ Canada, Colombie, France, Allemagne, Liberia, Libye, Luxembourg, Mexique, Pays-Bas, Norvège, Espagne, Suède.

² Notamment le Centre for Feminist Foreign Policy (CFFP), le Centre international de recherche sur les femmes (ICRW) et l'Agence internationale pour le développement de la femme (IWDA).

L'émergence de la diplomatie féministe en tant que concept et pratique a coïncidé avec une prise de conscience accrue du fait que si les investissements généraux dans l'égalité des genres sont importants, des investissements plus directs dans les organisations de défense des droits des femmes et les mouvements féministes sont nécessaires. En théorie, une diplomatie féministe devrait contribuer à créer un environnement propice à la participation, à la démocratie et au respect des droits humains. C'est particulièrement important dans un contexte où les droits des femmes sont de plus en plus bafoués, où les conflits s'aggravent et où la crise climatique continue. **Sans investissements concrets dans les mouvements féministes, les gouvernements ne parviendront pas à concrétiser la vision et le potentiel transformateur de leur diplomatie féministe.**

Définir les mouvements féministes

Les termes « mouvements féministes » et « organisations de défense des droits des femmes » sont fréquemment utilisés et peuvent devenir dilués et confus. Dans ce rapport, nous utilisons ces termes de manière interchangeable pour désigner les groupes qui :

- Agissent dans une perspective féministe, de défense des droits des femmes, des filles, des trans et/ou des intersexes.
- Sont autodirigées par les femmes, les filles, les personnes trans et/ou intersexuées en faveur desquelles elles agissent.
- Ont pour mission principale la promotion des droits des femmes, des filles et/ou des personnes trans ou intersexuées et qui ne peut être simplement l'objectif d'un de leurs programmes.
- Militent pour des changements structurels et fondamentaux.
- Se concentrent sur des questions qui ne sont pas suffisamment prises en compte et/ ou qui sont contestées.

LA SOURCE: "Moving More Money to the Drivers of Change: How Bilaterals and Multilateral Funders Can Resource Feminist Movements", November 2020.

[Lire plus](#)

Le rôle et l'impact des mouvements féministes

Un [ensemble croissant de preuves](#) montre que les mouvements féministes sont essentiels pour créer et soutenir le changement social en jouant un rôle crucial dans la lutte contre les moteurs structurels de l'inégalité et d'autres formes d'injustice. Les mouvements enracinés dans leurs propres communautés disposent d'une expertise contextuelle et d'une expérience vécue, ce qui leur donne un intérêt concret dans le résultat de leur travail et les rend plus susceptibles de soutenir un engagement et un suivi cohérents. [Au cours des sept dernières décennies](#), la participation des femmes en première ligne dans les mouvements de masse s'est avérée être un avantage significatif, tant en termes de succès immédiat d'un mouvement que pour garantir un changement social profond et durable.

- [L'analyse montre](#) que les mouvements féministes constituent une force puissante contre l'autoritarisme : les demandes d'inclusion politique et économique des femmes ont contribué à catalyser les transitions démocratiques et à faire en sorte que les mouvements de masse aient plus de chances d'aboutir à une démocratie égalitaire.
- Les mouvements de femmes jouent un rôle essentiel dans l'opposition au militarisme et le renforcement des initiatives en faveur de la paix. En RDC, au Liberia et en Somalie, les femmes ont utilisé des tactiques visibles et très médiatisées pour faire pression sur les parties afin qu'elles entament ou reprennent des négociations de paix, en organisant avec succès des actions de masse et en mobilisant des campagnes d'opinion publique pour encourager les progrès³.
- Les recherches transnationales montrent que la présence de mouvements féministes nationaux augmente de manière significative la probabilité d'une action gouvernementale visant à mettre fin à la violence à l'égard des femmes par le biais de réformes juridiques et politiques, et a un effet plus important que la représentation des femmes au sein des parlements⁴.
- Bien qu'il existe un certain nombre de variables ayant un impact sur les droits reproductifs des femmes, les mouvements féministes font une différence statistiquement significative sur les droits reproductifs à long terme lorsqu'ils travaillent avec les femmes législateurs⁵.

3 Comment la participation des femmes à la prévention et à la résolution des conflits fait progresser les intérêts des États-Unis. Rapport des Auteur(s) : Jamille Bigio et Rachel Vogelstein. Publié par : Conseil des Relations étrangères (2016).

4 Htun and Weldon (2018) The Logic of Gender Justice: State Action on Women's Rights Around the World. Cambridge: Cambridge University Press.

5 Ibid.

- En matière de justice économique, les [mouvements et la mobilisation féministes sont associés à des droits économiques plus forts](#) et à une reconnaissance et un soutien progressifs du travail non rémunéré et domestique dans les cadres politiques.
- Les mouvements féministes [sont à l'avant-garde de l'action climatique](#), menant des solutions innovantes et durables et résistant activement à l'exploitation et à la dégradation de l'environnement, tout en renforçant les liens avec d'autres mouvements au-delà des frontières.

L'opportunité : fournir des ressources aux organisations de défense des droits des femmes

L'intégration d'un financement accessible et efficace des mouvements féministes dans les cadres politiques est un point de départ nécessaire pour les gouvernements qui souhaitent sérieusement tenir leurs promesses et obtenir les résultats tant attendus en matière d'égalité des sexes. Pourtant, les gouvernements ne parviennent pas à combler le fossé entre l'intention et la pratique. Alors que le financement est reconnu comme un pilier essentiel dans les cadres existants, et qu'il constitue un indicateur concret pour suivre les progrès réalisés par rapport aux objectifs politiques, les gouvernements n'ont pas systématiquement accompagné leurs annonces politiques d'une augmentation des engagements ou de l'introduction de mécanismes de financement pour les organisations de défense des droits des femmes.

Un [rapport récent](#) du Centre international de recherche sur les femmes (ICRW) a analysé les données relatives au financement du développement dans sept pays qui se sont engagés à mener une diplomatie féministe. Leur recherche a révélé « qu'avec 2,37 milliards de dollars, les engagements en faveur des organisations et institutions pour l'égalité des femmes ne représentent qu'une fraction (9 %) des engagements du groupe en faveur du secteur gouvernemental et de la société civile (26,1 milliards de dollars) et une petite partie (2 %) de l'aide globale axée sur le genre (117,6 milliards de dollars). »

Bonnes pratiques

Il existe des pratiques prometteuses dont les gouvernements peuvent s'inspirer. Au Canada, le [Fonds pour l'Égalité](#) a été créé en 2019, après avoir reçu le plus gros investissement unique jamais réalisé par un gouvernement dans les mouvements féministes mondiaux. Alors que le Fonds pour l'Égalité est actuellement le seul exemple de diplomatie féministe se traduisant par de nouveaux engagements tangibles pour financer directement les mouvements féministes, d'autres mécanismes de financement, tels que le [Fonds « Le Sud aux Rênes du Leadership »](#), démontrent les bonnes pratiques en matière de financement féministe ainsi que l'augmentation du contrôle des ressources par les féministes – deux mesures de résultats clés incluses dans le [Cadre de la Diplomatie féministe](#).

Tout au long des étapes de conception du Fonds pour l'Égalité, les mouvements féministes ont été largement consultés dans le cadre d'un processus de collaboration avec les fonds pour les femmes, les philanthropes et le secteur privé, afin de parvenir à un changement à grande échelle. Le fonds «Le Sud aux Rênes du Leadership » a été développé en tant que partenariat entre le ministère néerlandais des Affaires étrangères et les fonds pour les femmes du Sud, adoptant une approche de partage du pouvoir par la fixation d'objectifs communs et un programme de suivi et d'apprentissage en collaboration.

D'autres exemples de la manière de s'assurer que les instruments et les modalités de financement sont adaptés et répondent aux besoins des mouvements féministes sont inclus dans le rapport de Mama Cash et de l'AWID [Moving More Money](#). La publication de l'OCDE [Égalité des genres et Autonomisation des femmes et des filles - Orientation pour les partenaires au développement](#) propose également des mesures pratiques pour les donateurs gouvernementaux.

6 Bien qu'il ne soit pas appliqué par tous les gouvernements, le cadre des dits « R » de la diplomatie féministe (droits [rights], ressources [resources], représentation [representation]) fournit une base pour façonner les approches et les recommandations. Le [cadre FFP](#) développé par l'ICRW fournit une telle vue d'ensemble.

7 AWID (2020) De grands espoirs et de grandes attentes pour le ressourcement des mouvements féministes : Recommandations au Fonds pour l'Égalité

8 OCDE (2022) En pratique : Les Pays-Bas s'associent à des organisations locales de défense des droits des femmes et à des mouvements féministes pour des changements transformateurs en matière de genre.

Bien que les gouvernements considèrent l'augmentation ou la garantie d'une aide au développement sensible au genre comme un élément important de leur diplomatie féministe, le rapport conclut que cela ne s'est traduit que parfois par une augmentation des engagements ou le lancement d'un mécanisme de financement pour les organisations et institutions d'égalité des femmes.

Ces données reflètent un paysage général dans lequel les organisations de défense des droits des femmes restent structurellement sous-financées au niveau mondial. [Les données relatives à l'Aide Publique au Développement \(APD\)](#) montrent que les financements dont l'égalité des genres est l'un des principaux objectifs représentent environ 5 % de l'ensemble de l'APD bilatérale, et que moins de 2 % de l'aide axée sur l'égalité des genres parvient directement aux organisations de défense des droits des femmes. En outre, [les rapports de l'OCDE](#) indiquent que « deux tiers de l'aide en faveur de l'égalité des genres sont acheminés par des [organisations de la société civile] basées dans les pays membres du CAD plutôt que par des organisations locales. » Cela montre que même les fonds alloués à l'égalité des genres ne parviennent pas aux organisations de défense des droits des femmes basées dans le Sud, qui sont pourtant à l'origine des changements que ces fonds visent à garantir.

Recommandations : passer de l'intention à la pratique

La diplomatie dont l'objectif déclaré est de parvenir à l'égalité entre les sexes doit être honnête et réaliste quant aux investissements nécessaires pour obtenir les résultats escomptés. La réalisation d'une diplomatie féministe réussie, ainsi que la capacité et la crédibilité des gouvernements et des donateurs à respecter leurs intentions politiques déclarées, dépendent du financement du travail des mouvements féministes autonomes.

La déconnexion actuelle entre l'intention et la pratique révèle le potentiel non réalisé de la diplomatie féministe. Nous reconnaissons que, même lorsque la volonté politique est présente, les donateurs gouvernementaux qui souhaitent financer des mouvements féministes continuent à faire face à un certain nombre de contraintes,

dont beaucoup sont identifiées comme des « pierres d'achoppement » dans notre rapport [Moving More Money](#) de 2020.

Pour l'avenir, nous faisons écho à [la recommandation de l'ICRW](#) pour que les gouvernements qui s'engagent dans une diplomatie féministe adoptent le plus haut niveau d'ambition possible. Plus précisément, nous demandons aux gouvernements de donner la priorité à l'allocation de ressources aux mouvements féministes et d'en faire un élément central de leur politique, en lançant des objectifs mesurables afin d'augmenter le financement de base, flexible et pluriannuel directement destiné à ces organisations.

Actions clés pour la mise en œuvre

Les actions suivantes décrivent les mesures que les gouvernements peuvent prendre dans le cadre de leur diplomatie féministe pour soutenir directement et protéger le travail des mouvements féministes et des organisations de défense des droits des femmes grâce à une aide au développement accrue et adaptée.

Fixer des objectifs

- Accroître les investissements en faveur de l'égalité des genres en veillant à ce que 100 % des engagements d'APD aient l'égalité entre les hommes et les femmes comme composante importante et 20 % comme composante principale.
- Porter à 10 % le pourcentage global des engagements d'APD axée sur l'égalité des genres qui va directement aux organisations de défense des droits des femmes, conformément à l'objectif fixé par le [W7](#). Envisager d'allouer 10 % du financement principal pour l'égalité des genres directement aux fonds pour les femmes, comme l'a préconisé [Prospera INWE](#).

Revoir et réviser le mode de circulation des fonds (modalités de financement)

- Appliquer [les principes de financement féministes](#) dans toute la mesure du possible, et ajuster les pratiques en utilisant les [quatre éléments constitutifs](#) pour mieux financer les mouvements féministes.

9 <https://www.oecd.org/dac/gender-development/dac-gender-equality-marker.htm>

- En reconnaissance d'une double approche de l'égalité des genres (c'est-à-dire autonome et intégrée):
 - il faut concevoir intentionnellement des flux et des mécanismes de financement autonomes directement accessibles aux organisations et mouvements féministes et de défense des droits des femmes, au-delà de l'acheminement de ce financement par les institutions multilatérales;
 - intégrer le financement des organisations de défense des droits des femmes et des mouvements féministes dans tous les flux de financement thématiques de l'aide au développement, y compris le climat, le commerce, etc. Donner, au minimum, la priorité aux organisations dirigées par les communautés dont elles s'efforcent de promouvoir les droits, par opposition aux organisations non dirigées par les communautés.
- Offrir différentes tranches de financement, avec différents critères de seuil, pour atteindre un continuum d'organisations de défense des droits des femmes et de mouvements féministes.
- Fournir un financement pluriannuel, de base et flexible. Cela permettra aux organisations de s'adapter à l'évolution des circonstances, d'investir dans leurs capacités et de saisir les occasions de faire avancer les programmes dès qu'elles se présentent.
- Faire bon usage des mécanismes fiables et éprouvés, tels que les fonds pour les femmes et les féministes. En travaillant de manière transnationale et thématique, les fonds pour les femmes et les féministes répondent aux besoins des activistes féministes locales et de leurs mouvements.

Il s'agit notamment d'ajuster les pratiques afin de permettre l'octroi de subventions en tant qu'instrument au sein des flux de financement.

- Faire participer les militantes féministes et les bailleurs de fonds féministes à la conception de nouveaux instruments de financement, y compris lorsqu'il s'agit de confier la gestion des fonds à une tierce partie, en reconnaissant leur expertise dans la mise en place d'une infrastructure de financement féministe solide et dans le traitement des dynamiques de pouvoir pour renforcer et améliorer la gouvernance et la gestion des programmes.

Adapter les systèmes de responsabilité

- Identifier et traiter les politiques de financement contradictoires qui empêchent les mouvements féministes d'accéder aux financements. Dans la mesure du possible, réduire les pratiques de due diligence et les exigences restrictives, y compris le suivi et l'évaluation, en évaluant ces exigences en fonction de l'ampleur du financement (y compris le montant des subventions accordées).
- Sur la base de ce qui précède, examiner comment le risque fiduciaire est défini – dans un système qui est déjà très contrôlé – par rapport à ce qui est en jeu pour les personnes qui s'organisent contre l'injustice et le risque de maintenir un statu quo qui nuit aux personnes et à la planète. Les gouvernements doivent faire correspondre le courage des activistes et évaluer la perception du risque avec les délais et la flexibilité nécessaires aux organisations pour piloter les changements de leur contexte, tester de nouvelles approches et apporter un changement social.



Nous demandons instamment aux gouvernements de veiller à ce que l'élaboration et la mise en œuvre d'une diplomatie et d'une pratique féministe soient transparentes et cocréées avec les mouvements féministes et les organisations de défense des droits des femmes en tant que partenaires clés, et qu'elles soient basées sur les priorités, les idées et les réactions des personnes les plus touchées par la diplomatie et la politique de développement.

Une diplomatie féministe doit assurer la cohérence des politiques à travers les agendas de la coopération au développement, du commerce, de la diplomatie et de la sécurité, afin de garantir qu'ils contribuent tous à faire progresser l'égalité des genres et à transformer les relations de pouvoir.

Diplomatie féministe:

**Une action plus forte est nécessaire pour donner
des ressources aux mouvements féministes**

Note de politique Mama Cash

**ma
ma
cash**

**L'ACTIVISME
FÉMINISTE
FONCTIONNE**

E-mail: info@mamacash.org | mamacash.org

